

## PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1  
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT2614249

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	DISSOLUTION AND UNIVERSAL TRANSFER OF ASSETS
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
NEXTREAM FRANCE S.A.	03/29/2006
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	NEXTREAM S.A.
Street Address:	17 RUE DU PETIT ALBI
City:	CERGY SAINT-CHRISTOPHE
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	95800
PROPERTY NUMBERS Total: 6	
Property Type	Number
Patent Number:	7515638
Patent Number:	7379604
Patent Number:	7907666
Patent Number:	7991048
Patent Number:	8437403
Application Number:	11062516
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(202)861-1783
Phone:	202-861-1500
Email:	patents@bakerlaw.com
<i>Correspondence will be sent via US Mail when the email attempt is unsuccessful.</i>	
Correspondent Name:	BAKER HOSTETLER LLP
Address Line 1:	1050 CONN. AVE. N.W.
Address Line 4:	WASHINGTON, DISTRICT OF COLUMBIA 20036
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	95781.6

CH \$240.00 7515638

NAME OF SUBMITTER:	ERDAL Dervis
Signature:	/Erdal Dervis/
Date:	11/13/2013
<b>Total Attachments: 12</b> source=USPTO-Documnt 1#page1.tif source=USPTO-Documnt 1#page2.tif source=USPTO-Documnt 1#page3.tif source=USPTO-Documnt 1#page4.tif source=USPTO-Documnt 1#page5.tif source=USPTO-Documnt 1#page6.tif source=USPTO-Documnt 1#page7.tif source=USPTO-Documnt 1#page8.tif source=USPTO-Documnt 1#page9.tif source=USPTO-Documnt 1#page10.tif source=USPTO-Documnt 1#page11.tif source=USPTO-Documnt 1#page12.tif	

## NEXTREAM FRANCE

Société Anonyme au capital de 877 830 Euros  
Siège social : 17, rue du Petit Albi – 95800 CERGY-SAINT-CHRISTOPHE  
428 707 178 RCS PONTOISE

POUR COPIE

CERTIFIEE CONFORME

PROCES-VERBAL

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 29 MARS 2006

*Amf*

L'an deux mille six, le 29 mars à 9 heures 30,

La société **NEXTREAM S.A.** (ci-après *l'Actionnaire Unique*), Société Anonyme au capital de 3 250 992 € ayant son siège social 17 rue du Petit Albi - 95800 Cergy Saint Christophe, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro 424 732 097, représentée par Monsieur Patrick MONTLIAUD en sa qualité de Président Directeur Général de la Société,

Actionnaire unique de la société NEXTREAM FRANCE (ci-après la **Société**), a été convoquée par le Président sur l'ordre du jour suivant :

- Dissolution anticipée de la Société ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

### PREMIERE DECISION

L'actionnaire unique, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décident conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil, de dissoudre par anticipation la société NEXTREAM FRANCE SA dont toutes les actions sont détenues par l'actionnaire unique, NEXTREAM S.A. (ci-après « la Société »).

Cette opération entraînera la transmission universelle du patrimoine de NEXTREAM FRANCE S.A. à la Société, actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. La transmission universelle du patrimoine sera réalisée d'un point de vue juridique, soit à l'issue du délai d'opposition des créanciers de 30 jours à compter de la publication légale de la présente décision de dissolution, soit lorsque l'opposition aura été rejetée en première instance, soit lorsque les créanciers auront été remboursés, soit lorsque les garanties décidées par voie de justice auront été constituées au profit des créanciers.

En outre, l'actionnaire unique décide de conférer à Monsieur Alfred de Lassence et Madame Samia Allouache, agissant séparément, les pouvoirs les plus étendus aux fins de procéder à la dissolution de NEXTREAM FRANCE S.A.; à cet effet ils auront les pouvoirs suivants :

- passer et signer tous actes sous-seing privé ou authentiques,
- procéder à toutes formalités, dépôts ou déclarations,
- représenter la société NEXTREAM FRANCE S.A. dans toute action en justice, notamment en cas d'opposition à la dissolution par un créancier,
- constituer toutes garanties au nom de NEXTREAM FRANCE S.A.,
- faire toutes déclarations auprès des autorités fiscales,
- le cas échéant aux effets ci-dessus, déléguer ses pouvoirs et constituer tous mandataires ;

et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire, sans restriction, aux fins de dissoudre la société NEXTREAM FRANCE S.A., et de transmettre l'ensemble de son patrimoine à NEXTREAM S.A.

### **1. DATE D'EFFET FISCAL**

Au plan fiscal, cette opération de dissolution par confusion de patrimoine sera réalisée avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2006, ainsi que l'autorise l'instruction administrative 4 I-1-03 en date du 7 juillet 2003.

Les résultats de toutes les opérations, actives et passives, effectuées par NEXTREAM FRANCE S.A. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 jusqu'à la date de réalisation définitive de la transmission, seront exclusivement au profit ou à la charge de la Société et considérées comme accomplies par la Société, d'un point de vue fiscal, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

En revanche, les éléments d'actif et de passif de NEXTREAM FRANCE S.A. seront repris, par la Société, à la valeur nette comptable pour laquelle ils figurent dans les comptes de la société dissoute à la date d'effet juridique et comptable de la dissolution.

Dès lors, d'un point de vue comptable, le résultat déclaré par la Société n'inclura pas les opérations réalisées par NEXTREAM FRANCE S.A. entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et la date de réalisation définitive de l'opération de transmission universelle du patrimoine.

### **2. IMPOT SUR LES SOCIETES**

La Société déclare soumettre la dissolution de NEXTREAM FRANCE S.A., filiale à 100%, au régime fiscal de faveur des fusions prévu à l'article 210-0 A du Code Général des Impôts, tel qu'il résulte de la loi n° 2001-1.275 du 28 décembre 2001 (loi de finances pour 2002).

Dans le cadre de la transmission du patrimoine, il sera retenu les valeurs nettes comptables des éléments de l'actif immobilisé transmis, inscrites à la date d'effet juridique et comptable de la transmission dans les comptes de NEXTREAM FRANCE S.A.

A cet effet, la Société s'engage à respecter les prescriptions légales à cet égard, et notamment, le cas échéant :

- reprendre à son passif les provisions de NEXTREAM FRANCE S.A. dont l'imposition est différée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la transmission universelle de patrimoine, y compris, en tant que de besoin, les provisions réglementées ;
- le cas échéant, reprendre à son passif la réserve spéciale où NEXTREAM FRANCE S.A. a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement à l'impôt sur les sociétés à l'un des taux réduits prévus par l'article 219-I-a du Code général des impôts, telle que cette réserve figure au bilan de NEXTREAM FRANCE S.A. ;
- se substituer à NEXTREAM FRANCE S.A. pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de ces derniers ;
- calculer les plus-values (ou moins-values) réalisées ultérieurement à la présente à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues à l'occasion de la présente transmission du patrimoine, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A-6 du Code général des impôts, d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société ;
- réintégrer, le cas échéant, dans ses bénéfices imposables, les plus-values éventuellement constatées lors de la présente opération de transmission universelle du patrimoine, sur l'apport des biens amortissables de NEXTREAM FRANCE S.A., et en cas de cession de l'un de ces biens, à rapporter immédiatement dans son résultat imposable la fraction de la plus-value d'apport afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession, le tout conformément aux dispositions de l'article 210 A-3-d du Code Général des Impôts, dont elle s'engage à respecter les prescriptions ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A-6 du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de NEXTREAM FRANCE S.A.

Par ailleurs, la présente transmission universelle de patrimoine étant réalisée à la valeur nette comptable, la Société s'engage à reprendre à son bilan les écritures comptables de NEXTREAM FRANCE S.A. (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et à calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient ces biens dans les écritures de NEXTREAM FRANCE S.A., conformément aux dispositions de l'instruction 4 I-1-03 du 7 juillet 2003, n° 37 à 39.

En outre, la Société s'engage à joindre, pour le compte de NEXTREAM FRANCE S.A., à la déclaration de cessation d'activité de cette dernière ainsi que pour son propre compte à sa déclaration de résultats, un état conforme au modèle fourni par l'Administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément compris dans la dissolution sans liquidation de NEXTREAM FRANCE S.A. les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 septies I et à l'article 38 quinquies de l'annexe III au Code Général des Impôts. La Société s'engage également à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actifs non amortissables donnant lieu à report d'imposition prévu par l'article 54 septies-II du CGI.

### **3. AU REGARD DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**

La Société sera, de convention expresse, purement et simplement subrogé dans les droits et obligations de NEXTREAM FRANCE S.A. au regard de la TVA.

#### ***Biens mobiliers d'investissement***

La Société déclare vouloir appliquer à la présente dissolution les dispositions de l'article 210 III de l'annexe II au Code Général des impôts, et l'instruction administrative n° 3 D-81 du 18 février 1981 qui dispense la société confondue d'avoir à procéder à l'ensemble des régularisations de déductions visées aux articles 207 bis, 210 et 215 de l'annexe II au Code Général des Impôts.

De plus, la présente dissolution sans liquidation emportant transmission universelle du patrimoine de NEXTREAM FRANCE S.A., la Société se prévaut des dispositions de l'article 261 du Code Général des Impôts exonérant de la TVA la cession des biens mobiliers d'investissement dans le cadre de la transmission d'une universalité de biens.

En conséquence, la Société s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement repris lors de la dissolution sans liquidation et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 207 bis, 210 et 215 de l'annexe II au Code Général des Impôts qui auraient été exigibles si NEXTREAM FRANCE S.A. avait continué à utiliser les biens. la Société adressera au service des impôts dont elle relève, une déclaration en double exemplaire rappelant le présent engagement.

#### ***Stocks de marchandises***

La présente transmission universelle de patrimoine emportant transmission d'une universalité totale de biens entre des assujettis redevables de la TVA, la Société déclare qu'elle entend se prévaloir de l'instruction administrative publiée au Bulletin Officiel des Impôts 3 D-4-96 du 11 octobre 1996, qui exonère de TVA les stocks de marchandises et en-cours transmis dans le cadre de la transmission, notamment sous forme d'apport, d'une universalité totale ou partielle de biens, tel un fonds de commerce, dès lors que le bénéficiaire continue la personne du cédant.

En conséquence, la Société s'engage à :

- (a) affecter les stocks et en-cours transmis par NEXTREAM FRANCE S.A. dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine à une revente imposable à la TVA ou à une opération ouvrant droit à déduction; et à
- (b) procéder, le cas échéant, à l'imposition des livraisons à soi-même conformément aux dispositions de l'article 257-8° du Code général des impôts ou aux régularisations de taxe susceptibles de concerner des biens autres que des immobilisations, conformément aux dispositions de l'article 271 du Code général des impôts, dès lors que la TVA afférente aux stocks et en-cours transmis a pu faire l'objet d'une déduction totale ou partielle par NEXTREAM FRANCE S.A..

La Société notifiera ce double engagement au service des impôts dont elle relève, par déclaration établie en double exemplaire.

#### **4. DROITS D'ENREGISTREMENT**

La Société décide de soumettre la dissolution au régime prévu à l'article 811 du Code Général des Impôts.

Conformément à l'article 635-1-5° du Code Général des Impôts, la présente décision de dissolution sera enregistrée dans le mois de sa date et donnera lieu à la perception du droit fixe de 500 € prévu à l'article 811 du Code général des impôts.

#### **5. EFFORT DE CONSTRUCTION**

La Société déclare se substituer à NEXTREAM FRANCE S.A. pour l'application des dispositions des articles 235 bis du Code Général des Impôts et 163 de l'annexe II au Code Général des Impôts relatifs à la participation des employeurs à l'effort de construction, et prendre à sa charge l'obligation d'investir qui incombe à NEXTREAM FRANCE S.A. à raison des salaires versés par elle pendant l'exercice en cours.

La Société s'oblige à cet effet à joindre à la déclaration souscrite en application de l'article 161 de l'annexe II au Code Général des Impôts l'engagement prévu à l'article 163 de la même annexe.

#### **6. TAXE D'APPRENTISSAGE ET PARTICIPATION A LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE**

La Société s'oblige à prendre en charge la taxe d'apprentissage et la participation des employeurs à la formation professionnelle continue, qui pourraient demeurer dues par NEXTREAM FRANCE S.A. au jour de réalisation de la dissolution sans liquidation et à procéder pour le compte de NEXTREAM FRANCE S.A., dans le délai de 60 jours prévu à l'article 201 du Code Général des Impôts, à la déclaration spéciale prévue en matière de taxe d'apprentissage ainsi qu'à la déclaration du versement représentatif de l'obligation de participer à la formation.

## 7. MAINTIEN DES REGIMES FISCAUX DE FAVEUR ANTERIEURS

La Société s'engage d'une manière générale à reprendre le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par NEXTREAM FRANCE S.A. à l'occasion d'opérations de fusion, de scission, d'apport partiel d'actif ou de toute opération assimilée, soumises au régime fiscal de faveur des fusions, en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés ou à tout autre report ou sursis d'imposition.

## 8. AUTRES TAXES

De façon générale, la Société se substituera de plein droit à NEXTREAM FRANCE S.A. pour toutes autres charges et obligations fiscales pouvant être mises à la charge de la société dissoute.

## DEUXIEME DECISION

L'Actionnaire unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du Procès-verbal constatant ses délibérations pour effectuer toutes formalités de publicité et de dépôts prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été fait le présent procès verbal, qui après lecture, a été signé par l'Actionnaire Unique.



**L'ACTIONNAIRE UNIQUE**  
NEXTREAM S.A.  
Représentée par Patrick MONTLIAUD

Enregistré à : SIE DE PONTOISE-OUEST

Le 13/04/2006 Bordereau n°2006/490 Case n°17

Enregistrement : 500 €

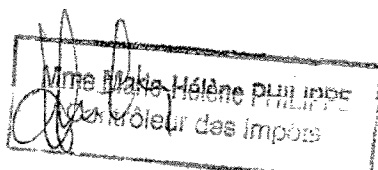
Pénalités :

Ext 2300

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

Le Contrôleur



Marie-Hélène PHILIPPE  
Contrôleur des impôts



**NEXTREAM FRANCE**

Limited Company with €877,830.00 of capital.

Head office: 17, Rue du Petit Albi -- 95800 CERGY-SAINT-CHRISTOPHE

428 707 178 RCS PONTOISE

5

**CERTIFIED COPY**

**MINUTES OF THE SOLE SHAREHOLDER'S DECISIONS DATED 29 MARCH 2006**

29 March 2006 - 0930 hours.

NEXTREAM S.A. (hereafter designated the Sole Shareholder), a Limited Company with €3,250,992.00 of capital, whose head office is located at: 17, Rue du Petit Albi -- 95800 Cergy Saint Christophe, registered with the Business and Companies Register of Pontoise under number 424 732 097, represented by Mr Patrick MONTLIAUD in his capacity as Chief Executive Officer of the Company,

Sole Shareholder of NEXTREAM FRANCE (hereafter designated the Company), has been invited by the Chairman in order to consider the following agenda:

- premature dissolution of the Company;
- powers for formalities.

**FIRST DECISION**

The Sole Shareholder decided, after having acknowledged and understood the Board of Director's management report and in accordance with the provisions of article 1844-5 of the Civil Code, to prematurely dissolve NEXTREAM FRANCE S.A., all of the shares of which are held by the Sole Shareholder, NEXTREAM S.A. (hereafter designated "the Company").

This operation will lead to the universal transfer of assets from NEXTREAM FRANCE S.A. to the Company, Sole Shareholder, without resorting to liquidation. The universal transfer of assets will be undertaken from a legal point of view either at the end of the opposition period granted to creditors of 30 days from the legal publication of the present decision for dissolution or when the opposition has been rejected at first instance or when the creditors have been reimbursed or when legally notified guarantees have been established in favour of the creditors.

Furthermore, the Sole Shareholder has decided to confer to Mr Alfred de Lassence and Mrs Samia Allouache, acting separately, the most extensive powers for proceeding with the dissolution of NEXTREAM FRANCE S.A.; to this end they will have the following powers:

- passing and signing all private or authentic deeds;
- completing all of the formalities, applications or declarations;
- representing NEXTREAM FRANCE S.A. in any legal proceedings, notably in the event of opposition to the dissolution by a creditor;
- establishing all guarantees in the name of NEXTREAM FRANCE S.A.;
- undertaking all declarations with the tax authorities;

- with regard to the aforementioned actions, delegating, where necessary, their powers and establishing all authorised representatives;

and, more generally, undertaking everything that will be necessary, without restriction, in order to dissolve NEXTREAM FRANCE S.A. and to transfer all of its assets to NEXTREAM S.A.

5

### 1. TAX EFFECT DATE

With regard to tax, this dissolution operation by asset merger will be completed with retroactive effect from 1 January 2006, as authorised by administrative instruction 4 1-1-03 dated 7 July 2003.

10 The results of all of the active and passive operations undertaken by NEXTREAM FRANCE S.A. from 1 January 2006 up until the date of final completion of the transfer, will be solely in favour of or at the expense of the Company and will be considered to be fulfilled by the Company, from a tax point of view, from 1 January 2006.

15 However, the asset and liability elements of NEXTREAM FRANCE S.A. will be assumed by the Company at the net book value at which they appear in the accounts of the dissolved company on the legal and accounting effect date of the dissolution.

However, from an accounting point of view, the result declared by the Company will not include the operations undertaken by NEXTREAM FRANCE S.A. between 1 January 2006 and the final completion date of the universal transfer of assets operation.

### 2. CORPORATION TAX

20 The Company declares that it has entered the dissolution of NEXTREAM FRANCE S.A., a full subsidiary, to the preferential tax system for mergers stipulated in article 210-0 A of the General Tax Code, as resulting from law No. 2001-1.275 dated 28 December 2001 (finance law for 2002).

25 Within the context of the transfer of assets, the net book values will be retained of the transferred fixed asset elements, listed at the legal and accounting effect date of the transfer in the accounts of NEXTREAM FRANCE S.A.

To this end, the Company agrees to comply with the legal provisions in this respect, and notably, where necessary:

- assume liability for the provisions of NEXTREAM FRANCE S.A. for which tax is deferred and which will not become not applicable as a result of the universal transfer of assets, including, 30 where necessary, the regulated provisions;
- where necessary, assume liability for the special reservation whereby NEXTREAM FRANCE S.A. has entered the long-term capital gains previously subject to corporation tax to one of the reduced rates stipulated in article 219-I-a of the General Tax Code, as this reserve is shown in the NEXTREAM FRANCE S.A. balance sheet;
- 35 - to replace NEXTREAM FRANCE S.A. with regard to the reintegration of the results, the consideration of which was deferred for the tax of said results;

- calculate the capital gains (or capital losses) realised after the present operation at the time of the assignment of the non-depreciable fixed assets received at the time of the present transfer of assets or property assimilated therewith by application of the provisions of article 210 A-6 of the General Tax Code, according to the value of this property, from a tax point of view, as shown in the Company's records;
- reintegrate, where necessary, in its taxable profits, the capital gains possibly recorded during the present universal transfer of assets operation, relating to the contribution of the depreciable property of NEXTREAM FRANCE S.A., and in the case of assignment of one item of this property, to immediately carry over into their taxable result the fraction of the capital gain contribution relating to this property that would not yet have been reintegrated on the date of said assignment, all of which must be undertaken according to the provisions of article 210 A-3-d of the General Tax Code, the provisions of which they have agreed to comply with;
- include in their balance sheet elements other than fixed assets or property assimilated therewith by application of the provisions of article 210 A-6 of the General Tax Code, at the value at which they were shown, from a tax point of view, in the records of NEXTREAM FRANCE S.A..

Furthermore, as the present universal transfer of assets was undertaken at the net book value, the Company agrees to assume into its balance sheet the accounting entries of NEXTREAM FRANCE S.A. (original value, depreciables, provisions for depreciation) and to calculate depreciation allowances on the basis of the original value of this property in the records of NEXTREAM FRANCE S.A., in accordance with the provisions of instruction 4 I-1-03, dated 7 July 2003, Nos. 37 to 39.

Moreover, the Company agrees to attach, on behalf of NEXTREAM FRANCE S.A., to the statement of assignment of activity of the latter, as well as on its own behalf on its statement of results, a condition in accordance with the model stipulated by the Administration showing, for each type of element included in the dissolution without liquidation of NEXTREAM FRANCE S.A., the information needed to calculate the taxable result of the subsequent assignment of the considered elements, in accordance with article 54f-I and with article 38n of appendix III of the General Tax Code. The Company also agrees to hold the capital gains monitoring register on the non-depreciable asset elements resulting in the tax deferral provided in article 54f-II of the General Tax Code.

### 3. VALUE ADDED TAX

The Company will be, by express agreement, purely and simply subrogated with regard to the rights and obligations of NEXTREAM FRANCE S.A. in terms of VAT.

#### **Movable investment property**

The Company declares its desire to apply the provisions of article 210 III of appendix II of the General Tax Code and administrative instruction No. 3 D-81 dated 18 February 1981, to the present dissolution which absolves the merged company from having to complete all of the adjustments of deductions stipulated in articles 207bis, 210 and 215 of appendix II of the General Tax Code.

Furthermore, with the present dissolution without liquidation involving the universal transfer of assets of NEXTREAM FRANCE S.A., the Company invokes the provisions of article 261 of the General Tax Code

exonerating from VAT the assignment of movable investment property within the context of a universal transfer of property.

Consequently, the Company agrees to subject to VAT the subsequent assignments of movable investment property assumed during the dissolution without liquidation and to complete, where necessary, the adjustments stipulated in articles 207bis, 210 and 215 of appendix II of the General Tax Code that would have been required if NEXTEAM FRANCE S.A. had continued to use the property. The Company will submit a duplicate declaration to its relevant tax department reiterating the present commitment.

#### Stocks of merchandise

As the present universal transfer of assets involves the transfer of the totality of property between VAT taxable entities, the Company declares that it intends to invoke the administrative instruction published in Official Tax Bulletin 3 D-4-96 dated 11 October 1996, which exonerates from VAT stocks of merchandise and outstanding debts transferred within the context of the transfer, notably in the form of contributions, of all or part of property, such as stock in trade, as long as the beneficiary continues as the successor to the transferor.

Consequently, the Company agrees to:

- (a) allocate stocks and outstanding debts transferred by NEXTEAM FRANCE S.A. within the context of the universal transfer of assets for VAT taxable resale or to an operation giving rise to a right to discount; and to
- (b) proceed, where necessary, with the taxation of self-supplies in accordance with the provisions of article 257-8<sup>0</sup> of the General Tax Code or to tax adjustments likely to relate to property other than fixed assets, in accordance with the provisions of article 271 of the General Tax Code, as long as the VAT imposed on transferred stocks and outstanding debts has been able to be subject to a total or partial deduction by NEXTEAM FRANCE S.A.

The Company will notify its relevant tax department of this double commitment by means of a declaration provided in duplicate.

#### 4. RIGHTS OF REGISTRATION

The Company has decided to enter the dissolution to the system stipulated in article 811 of the General Tax Code.

In accordance with article 635-1-5<sup>0</sup> of the General Tax Code, the present decision for dissolution will be registered in the month in which it is dated and will result in the collection of a fixed duty levy of €500.00 as stipulated in article 811 of the General Tax Code.

#### 5. CONSTRUCTION EFFORT

The Company declares that it replaces NEXTEAM FRANCE S.A. for the application of the provisions of articles 235bis of the General Tax Code and 163 of appendix II of the General Tax Code relating to the participation of employers in the construction effort and takes responsibility for the investment obligation which is incumbent on NEXTEAM FRANCE S.A. with regard to the salaries paid by them during the on-going financial year.

To this end, the Company must attach the commitment stipulated in article 163 of appendix II of the General Tax Code to the declaration made according to the application of article 161 of the same appendix.

5        6. APPRENTICESHIP TAX AND PARTICIPATION IN CONTINUOUS PROFESSIONAL TRAINING

The Company agrees to take responsibility for the apprenticeship tax and the participation of employers in continuous professional training, which could remain due by NEXTREAM FRANCE S.A. on the date that the dissolution without liquidation is completed and to complete, for and on behalf of NEXTREAM FRANCE S.A., within the 60 day deadline stipulated in article 201 of the General Tax Code, the special  
10        declaration provided with regard to apprenticeship tax, as well as the declaration of payment representing the commitment to assist in training.

7. MAINTAINING PREVIOUS PREFERENTIAL TAX SYSTEMS

The Company generally agrees to assume the benefit and/or the responsibility of all commitments of a tax nature that NEXTREAM FRANCE S.A. previously would have been subscribed to at the time of the  
15        merger, separation, partial contribution of assets operations, or any assimilated operation, entered to the preferential tax system for mergers, in terms of rights of registration and/or corporation tax or to any other tax deferral or stay in taxation.

8. OTHER TAXES

In general, the Company will replace by right NEXTREAM FRANCE S.A. with regard to all other tax  
20        charges and obligations that can be the responsibility of the dissolved company.

SECOND DECISION

The Sole shareholder gives full authority to the bearer of a copy or an extract of the minutes listing their deliberations for carrying out all publication and application formalities stipulated in the current legal and regulatory provisions.

25        There being no other items on the agenda, and no one requesting the floor, the President declared the meeting closed.

These minutes are pursuant to the foregoing points and have been read and signed by the Sole Shareholder.

**SOLE SHAREHOLDER**

30        **NEXTREAM S.A.**

Represented by Patrick MONTLLAUD

Recorded at: PONTOISE-OUEST SITE

13/04/2006 Report No. 2006/490 Case No. 17        Ext2300

Registration: €500.00        Penalties:

35        Total required: five hundred euros

Total received: five hundred euros

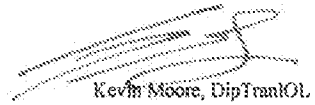
The controller  
Mrs Marie-Helene PHILIPPE  
Tax Inspector

8

10

I, Kevin Ian Moore, hereby certify that this English translation,  
for and on behalf of Marks and Clerk, Luxembourg,  
is a complete and accurate translation to the best of my knowledge and abilities.  
Certified true and correct, Keighley, United Kingdom, 17.09.2013

15



Kevin Moore, DipTransOL

Eagle Translation Services